

Echos de l'AG nationale

Claudine Braun

La première assemblée générale ordinaire de la fédération ICEM a eu lieu à Paris les 5 et 6 mai derniers. Florence Lavault et moi-même y avons représenté l'ICEM68, mandatées par notre CA local.

Une cinquantaine de personnes ont représenté le CA national, les départements et régions, les secteurs et Chantiers de l'ICEM et le secteur international.

Chaque participant est arrivé avec les réflexions et le travail de son groupe en amont, sur les différents sujets à l'ordre du jour de l'AG. Les échanges étaient très intéressants pour nous. Ils témoignaient de la richesse du mouvement, du travail qui se fait dans les différents secteurs et dont nous avons souvent peu d'échos, de l'importance de la force du mouvement national pour que notre travail et nos convictions fassent leur chemin et acquièrent une certaine reconnaissance.

Nous avons aussi pu nous rendre compte des difficultés rencontrées : les liens avec le ministère, les subventions et le budget en général, le maintien des abonnements aux revues, le gros travail du CA et notamment du secteur informatique pour maintenir les listes de diffusion, la vente des outils, le site, le stockage des données et j'en passe.

Tout le monde était d'accord pour dire combien cette notion de fédéralisme a obligé les groupes départementaux à se pencher davantage sur le fonctionnement national et à se sentir plus impliqué. Néanmoins, ce travail en amont n'a pas facilité l'AG. En effet, lorsqu'on arrive dans une AG à titre personnel, on peut encore changer ses intentions de vote en fonction des arguments qui s'échangent. Lorsque les personnes présentes sont toutes mandatées par un groupe qui a décidé des votes en amont, les choses sont plus délicates. En effet, quels que soient les échanges, le mandaté ne peut pas changer son intention de vote qui est celle du groupe qu'il représente. C'est un point délicat du fédéralisme auquel il faudra encore réfléchir. Il nécessitera sans doute des aménagements dans la préparation de l'AG.

L'adhésion à l'ICEM est également un point à retravailler dans les départements. Tous les adhérents des groupes départementaux sont maintenant également adhérents de l'ICEM national, par le fédéralisme. Le tarif d'adhésion doit-il

rester libre ? A l'initiative de chaque département ? C'est un point auquel nous devons aussi réfléchir dans le 68.

Chaque année ont lieu deux rencontres des délégués départementaux afin d'échanger sur la vie des départements et partager des idées et des outils pour la vie des groupes de travail départementaux. Sans doute faut-il imaginer une rotation régulière des délégués pour que davantage de personnes puissent s'impliquer dans cette dynamique entre les départements ou régions et le national voire l'international.

Nous sommes revenues de cette AG avec l'intention de faire connaître davantage les chantiers et secteurs de l'ICEM lors de nos rencontres, les outils et les revues produits par l'ICEM, ainsi que les possibilités de stages et autres rencontres nationales, car c'est en croisant nos regards et dans l'échange que nous continuerons d'enrichir nos pratiques.

A la suite de l'AG, et inquiets des écrits adressés par M. Blanquer aux enseignants, notamment sur le fait que la lecture et l'écriture n'ont rien de naturel, l'ICEM a souhaité d'emblée revendiquer sa spécificité par un court texte, qui a été diffusé largement à la presse, aux syndicats, aux associations partenaires et à tous les militants.

Il n'y a pas d'enseignement véritable sans liberté pédagogique

Les prescriptions de Monsieur le ministre de l'Éducation Nationale, Jean-Michel Blanquer, sont une atteinte à cette liberté essentielle.

Nous, militant·e·s de l'ICEM - Pédagogie Freinet, pratiquons la Méthode Naturelle de Lecture-Écriture avec succès, affinée depuis des décennies.

C'est pourquoi notre Mouvement, réuni en Assemblée Générale les 5 et 6 mai 2018 à Paris, considère que les récents propos du ministre sont une attaque contre nos pratiques.

Nous revendiquons une expertise pédagogique issue du travail des enseignant·e·s praticien·ne·s, observée et validée par la recherche universitaire.

Les militant·e·s de l'ICEM - Pédagogie Freinet réuni·e·s en Assemblée Générale les 5 et 6 mai 2018 à Paris